

ses intérêts moraux. Dans ces cas, le salarié qui rompt le contrat n'est pas tenu d'observer la durée du préavis prévue à l'article [L. 7112-2](#).

Chapitre III : Rémunération.

[L. 7113-1](#) LOI n°2008-67 du 21 janvier 2008 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout travail non prévu au contrat de travail conclu entre une entreprise de journal et périodique et un journaliste professionnel entraîne une rémunération spéciale.

[L. 7113-2](#) LOI n°2009-669 du 12 juin 2009 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout travail commandé ou accepté par l'éditeur d'un titre de presse au sens de [l'article L. 132-35](#) du code de la propriété intellectuelle, quel qu'en soit le support, est rémunéré, même s'il n'est pas publié.

[L. 7113-3](#) LOI n°2009-669 du 12 juin 2009 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le travail du journaliste professionnel donne lieu à publication dans les conditions définies à [l'article L. 132-37](#) du code de la propriété intellectuelle, la rémunération qu'il perçoit est un salaire.

Autres ressources

[> Droit d'auteur des journalistes sur Internet \(fr\) - La GBD](#)

[L. 7113-4](#) LOI n°2009-669 du 12 juin 2009 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La négociation obligatoire visée aux articles [L. 2241-1](#) et [L. 2241-8](#) porte également sur les salaires versés aux journalistes professionnels qui contribuent, de manière permanente ou occasionnelle, à l'élaboration d'un titre de presse.

Chapitre IV : Dispositions pénales.

[L. 7114-1](#) Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 3 750 euros, le fait :

- 1° Soit de faire sciemment une déclaration inexacte en vue d'obtenir la carte d'identité de journaliste professionnel ou la carte d'identité de journaliste professionnel honoraire ;
- 2° Soit de faire usage d'une carte frauduleusement obtenue, périmée ou annulée, en vue de bénéficier des avantages offerts par ces cartes ;
- 3° Soit de délivrer sciemment des attestations inexactes en vue de faire attribuer l'une de ces cartes.